

INFORMACION DE GUATEMALA

[Informations du Guatemala]

4° année / N°197

du 15 au 21 novembre 1986

POLITIQUE

L'URNG ratifie la proposition de dialogue
L'armée rejette le dialogue
50 millions de dollars pour l'armée guatémaltèque
Cerezo aux Etats-Unis
La RUOG dénonce la politique de désinformation du gouvernement
Un dirigeant du mouvement étudiant arrêté illégalement
Violences contre le GAM
L'armée et le gouvernement créent des organismes humanitaires fantômes
Création officielle du "Trifinio"
On établit des listes de détenus
Le ministre allemand de la coopération accuse
Une délégation du Parlement européen au Guatemala



ECONOMIE

Les Guatémaltèques sont chaque jour plus pauvres

MOUVEMENT POPULAIRE

Le gouvernement s'engage envers les paysans
Un mouvement pour la terre
Des protestations contre le manque de logements
Des licenciements illégaux
Un communiqué du CUC
Des syndicalistes nord-américains demandent une enquête sur les disparus

DROITS DE L'HOMME

3 personnes asphyxiées dans une voiture
L'administrateur d'une plantation assassiné
Les enseignants dénoncent la violence contre les Guatémaltèques
Le GAM manifeste pendant la réunion de l'OEA
La CIDH intervient en faveur d'une enseignante enlevée
Solidarité internationale avec le GAM
La ALCAFADE s'oppose aux organisations fantômes
La moitié des disparus en Amérique latine sont centroaméricains

4° P. 12315

POLITIQUE

L'URNG RATIFIE LA PROPOSITION DE DIALOGUE

Les 13 et 14 novembre, le journal Prensa Libre et les informations radiophoniques ont diffusé sous forme de publication payante une lettre ouverte du Commandement général de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- adressée au président Vinicio Cerezo, ratifiant la proposition de conversations entre le gouvernement et l'insurrection.

Les rebelles proposent que les premiers contacts aient lieu sur le territoire guatémaltèque ou au Mexique, afin de définir les modalités du dialogue.

L'ARMEE REJETTE LE DIALOGUE

Jaime Hernandez, ministre de la Défense, a rejeté le 15 novembre toute possibilité de rencontre entre le président démocrate-chrétien Vinicio Cerezo et les représentants de l'URNG.

Cette déclaration intervenait après l'acceptation, par l'insurrection de la proposition de dialogue formulée par le président lors de son voyage en Europe. Selon le chef militaire, les rebelles ne se soumettent pas "aux conditions imposées : déposer les armes... Le dialogue est un acte politique qui incombe au pouvoir exécutif".

50 MILLIONS DE DOLLARS POUR L'ARMEE GUATEMALTEQUE

Le 17 novembre, le Washington Post, reproduisant des déclarations de Hector Gramajo, chef de l'état major des forces armées, a fait savoir que l'armée guatémaltèque comptait sur une assistance militaire de 50 millions de dollars en provenance des Etats-Unis pour 1987. Cette aide aurait pour objectif de transformer l'armée du Guatemala en une "force de pointe dans la lutte contre le communisme en Amérique centrale".

CEREZO AUX ETATS UNIS

Le 15 novembre le président Cerezo s'est rendu à Miami et à Atlanta (USA) pour prendre part à la conférence des pays du bassin de la Caraïbe, et notamment au colloque "Démocratie et droits de l'homme". Les ex-présidents nord-américains Gerald Ford et James Carter assistaient également à cette réunion.

Cerezo déclarait le 18 novembre à Atlanta que son gouvernement accepterait l'aide économique des Etats-Unis ; il reconnaissait les nombreux problèmes de son pays. "Il vous a fallu 200 ans pour consolider votre démocratie, j'espère que nous mettrons moins de temps que cela".

LA RUOG DENONCE LA POLITIQUE DE DESINFORMATION DU GOUVERNEMENT

Le 17 novembre, Rigoberta Menchu, membre de la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque -RUOG- a dénoncé la politique de désinformation pratiquée par le gouvernement démocrate-chrétien en guise de mode de relation des événements.

Menchu se référait aux récentes déclarations de Fernando Andrade, ex-ministre des Affaires Etrangères, reprochant à la RUOG ses contacts avec les délégués des Nations Unies à New York.

UN DIRIGEANT DU MOUVEMENT ETUDIANT ARRETE ILLEGALEMENT

Le 16 novembre, on a dénoncé l'arrestation de Mynor Roberto Berganza Betancourt, dirigeant du mouvement étudiant de la faculté de Droit de l'Université de San Carlos -USAC-.

Mynor Roberto a été intercepté par les forces de sécurité du gouvernement le 12 novembre, alors qu'il se rendait vers la place centrale, en face du Palais national, pour remettre des dons au Groupe d'appui mutuel -GAM-.

VIOLENCES CONTRE LE GAM

Le 13 novembre, les forces de police, utilisant le matériel offert récemment par le gouvernement d'Allemagne fédérale, ont violemment dispersé 300 membres du GAM, réunis devant le Palais national pour exiger la formation d'une commission d'enquête sur les disparitions. Selon Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur, le GAM abuse du droit de réunion publique. Le ministre a menacé d'expulsion tous les étrangers qui seraient vus dans les rangs du GAM.

L'ARMEE ET LE GOUVERNEMENT CREENT DES ORGANISMES HUMANITAIRES FANTOMES

Le 13 novembre, le GAM a dénoncé la formation par le gouvernement d'organisations comme le Rassemblement guatémaltèque des victimes du terrorisme et le Groupe des proches des démocrates-chrétiens ; ces organisations sont créées par le gouvernement dans le cadre d'une stratégie globale nord-américaine dans la région centro-américaine pour faire face aux mouvements populaires.

Selon Nineth de Garcia, la présidente du GAM, un abîme sépare ces organisations et le GAM car "nos proches sont des civils non combattants, enlevés, désarmés en pleine rue par les forces répressives de l'Etat".

CREATION OFFICIELLE DU "TRIFINIO"

Roberto Carpio, vice-président guatémaltèque, Carlos Lopez, ministre des Affaires Etrangères du Honduras et son homologue salvadorien, Ricardo Acevedo, ont signé le 12 novembre l'accord sur le Plan de développement intégral de la région frontalière, connue sous le nom de "Trifinio".

La Communauté Economique Européenne -CEE- apportera un quart des trois millions de dollars prévus pour le projet, dont la première étape consiste en la création d'une zone écologique dans la municipalité guatémaltèque de Esquipulas.

ON ETABLIT DES LISTES DE DETENUS

La Cour suprême de justice a créé le Registre central de contrôle des détenus -RCD-, qui aura pour fonction de dresser la liste des personnes déférées devant les tribunaux, a-t-on appris de source officielle le 3 novembre.

Le RCD sera installé dans les souterrains de la Torre de Tribunales, dans la capitale, et évitera aux proches des détenus de nombreuses démarches pour localiser ces derniers.

LE MINISTRE ALLEMAND DE LA COOPERATION ACCUSE

Le Parti des écologistes allemands -les Verts- a accusé Juergen Warnke, ministre de la Coopération Economique en Allemagne fédérale, de violer les dispositions en vigueur dans ce pays en accordant son aide à la police guatémaltèque.

Selon les Verts, Warnke a empêché la Société de coopération technique d'étudier l'un des projets en question, visant à octroyer plus de cinq millions de marks aux forces de sécurité guatémaltèques.

UNE DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN AU GUATEMALA

Les délégués du Parlement européen sont arrivés le 16 novembre au Guatemala ; leur visite a pour but de connaître les aspects de la vie nationale et d'étudier d'éventuelles possibilités de collaboration. La délégation, menée par Alfred Lomas, a été reçue par les représentants du Secrétariat pour l'Intégration Economique Centroaméricaine -SIECA-, organisme appartenant au Marché Commun centroaméricain -MERCOSUM-.

ECONOMIE

LES GUATEMALTEQUES SONT CHAQUE JOUR PLUS PAUVRES

Le 14 novembre, Federico Linares, président de la Banque du Guatemala, a reconnu que, en 1986, le niveau de vie des Guatémaltèques avait diminué de 20% par rapport à 1980. Le Produit Intérieur Brut a augmenté de 40% entre 1985 et 1986 en raison de l'inflation. Linares a fait savoir que les taux de change seraient fixés à 2,50 quetzales pour un dollar.

MOUVEMENT POPULAIRE

LE GOUVERNEMENT S'ENGAGE ENVERS LES PAYSANS

D'après une information du 13 novembre, les autorités gouvernementales se sont engagées à résoudre rapidement le problème du manque de terres dont souffrent des milliers de paysans du département de San Marcos, à l'ouest du pays ; les paysans ont en conséquence accepté de suspendre une marche pacifique programmée le 16 novembre en direction de la capitale.

Le président de l'Institut National de Transformation Agraire (INTA), Nery Samayoa, a fait savoir que les promesses gouvernementales n'ont toutefois pas donné lieu à l'attribution de terres à des paysans du sud du pays, représentés par le Père Andrés Giron.

UN MOUVEMENT POUR LA TERRE

Un nouveau mouvement pour la terre, composé de centaines d'habitants du département de Escuintla, au sud du pays, a demandé le 11 novembre au gouvernement l'attribution de parcelles de terre pour y travailler.

DES PROTESTATIONS CONTRE LE MANQUE DE LOGEMENTS

Le 17 novembre, 400 personnes ont dénoncé le non respect des promesses du gouvernement, à savoir l'octroi de logements à loyer bon marché. Ces personnes sont installées sur le "squatt" Tierra Nueva II. Elles signalent que la police a été chargée par le gouvernement de réprimer tout incident.

DES LICENCIEMENTS ILLEGAUX

Le 17 novembre, on a appris le licenciement de 65 travailleurs de la municipalité de la ville de Guatemala, après le début, le 12 novembre d'une série d'arrêts de travail, décidés par des centaines de travailleurs municipaux pour appuyer des revendications professionnelles. Catalina Soberanis, ministre du Travail, a reconnu l'illégalité de la mesure de licenciement en période de mouvement revendicatif, mesure qui ne pourrait être prononcée que par un tribunal.

UN COMMUNIQUE DU CUC

Le Comité pour l'unité paysanne (CUC), dans un communiqué adressé le 12 novembre aux participants à la XVI^e assemblée générale de l'Organisation des Etats Américains (OEA), réunis dans la capitale du Guatemala, a déclaré le droit de tous les Guatémaltèques à la vie, à la terre, au travail et à l'organisation populaire.

Le CUC appelle l'OEA à exiger du gouvernement guatémaltèque le respect des droits de l'homme, puisque le président "n'a résolu aucun de nos principaux problèmes, et que la situation est chaque jour plus désespérante."

DES SYNDICALISTES NORD-AMERICAINS DEMANDENT UNE ENQUETE SUR LES DISPARUS

Dans une publication datée du 17 novembre, des représentants du mouvement syndical nord-américain ont demandé au gouvernement guatémaltèque de commencer une enquête sur le cas des milliers de disparus, d'informer régulièrement de sa progression et de prendre des sanctions contre les responsables de violations des droits de l'homme.

Cette pétition est signée par 47 représentants du syndicat de l'automobile, 11 du syndicat des camionneurs, 8 du syndicat des journalistes, 7 de la Fédération nord-américaine des enseignants et 116 représentants, entre autres, des typographes, des travailleurs de l'acier, des fonctionnaires .

DROITS DE L'HOMME

3 PERSONNES ASPHYXIEES DANS UNE VOITURE

Le 12 novembre, la presse a informé de la mort de 3 personnes, asphyxiées dans le coffre d'une automobile, où elles avaient été enfermées par les forces de sécurité du gouvernement. On a identifié les victimes : Edgar Alfonso Estrada Vela, Olga Ochoa, son épouse, et Celia Ochoa, la mère de cette dernière.

L'ADMINISTRATEUR D'UNE PLANTATION ASSASSINE

Le 12 novembre, on a appris de source judiciaire l'assassinat par des agents du gouvernement vêtus en civil de Rudy Raneros Vidaurre, 55 ans, et de son fils, Rudi Raneros Paz, 8 ans ; Raneros était l'administrateur de la plantation Providencia Fernandez, située dans la municipalité de Colomba Costa Cuca, dans le département du Quetzaltenango, à l'ouest du pays.

LES ENSEIGNANTS DENONCENT LA VIOLENCE CONTRE LES GUATEMALTEQUES

Le 14 novembre, l'Association Nationale des Enseignants du 2° degré a dénoncé devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA, réunie au Guatemala, la violation systématique des droits de l'homme dans ce pays, en tant que partie intégrante de la politique de l'Etat.

Selon cette association, "le respect des normes qui protègent les droits de l'homme a été violé de manière systématique et flagrante" sous le gouvernement de Vinicio Cerezo".

LE GAM MANIFESTE PENDANT LA REUNION DE L'OEA

Le 11 novembre, le GAM a manifesté face au siège de la réunion annuelle ordinaire de l'OEA, qui se tenait dans un hôtel du centre de la capitale.

La brigade anti-émeutes de la police nationale a interdit l'accès de l'hôtel aux manifestants.

Le même jour, un autre groupe du GAM se réunissait devant le Palais national pour exiger de Cerezo la formation d'une commission d'enquête non gouvernementale sur les cas des disparus.

LA CIDH INTERVIENT EN FAVEUR D'UNE ENSEIGNANTE ENLEVEE

Luis Adolfo Siles, président de la CIDH, a demandé le 13 novembre des garanties au président Cerezo pour assurer la sécurité de l'enseignante Dinora Martinez, enlevée par l'armée le 3 novembre et libérée 3 jours après grâce à la pression internationale.

Le dirigeant de la CIDH a signalé que l'organisme soutient l'appel du GAM pour la formation d'une commission d'enquête élargie sur les disparitions.

SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LE GAM

Le 17 novembre, le Réseau international pour la paix en Amérique centrale -RIPCA- a assuré dans un communiqué qu'une éventuelle transgression au code pénal commise par le GAM est due à son action en faveur du respect des lois internationales de portée plus générale, telles celles qui interdisent les disparitions forcées et les enlèvements de civils non combattants.

Le RIPCA regroupe des organisations internationales autour de la défense des droits de l'homme, du droit à l'auto-détermination et à la coexistence pacifique des peuples, du respect du droit international et de la recherche d'une solution pacifique au conflit en Amérique centrale.

LA ALCAFADE S'OPPOSE AUX ORGANISATIONS FANTOMES

Dans un document diffusé le 12 novembre, en marge de la réunion de l'OEA, l'Association centro-américaine des proches des détenus et disparus (ALCAFADE) dénonce la création d'entités humanitaires fantômes par l'armée et le gouvernement de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque. Selon l'association, elles ont pour objet "de confondre l'opinion publique et de nuire au prestige des authentiques organisations".

La ALCAFADE dénonce 128 disparitions au Guatemala, 123 au Salvador et au Honduras depuis le début de l'année ; les morts, les tortures et les disparitions de milliers de personnes en Amérique centrale "sont imputables aux militaires" ; la ALCAFADE demande l'abrogation des décrets 8-86 et 50 qui protègent la violation des droits de l'homme au Guatemala et au Salvador.

LA MOITIE DES DISPARUS EN AMERIQUE LATINE SONT CENTROAMERICAINS

La Commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique centrale - CODEHUGA-, dans une lettre ouverte adressée le 12 novembre à l'Organisation des Etats Américains -OEA- assure que la moitié des disparus en Amérique latine sont centroaméricains.

Selon la commission, plus de 200 mille personnes ont été exécutées sans jugement dans cette région ces dernières années et plus de 30% des habitants ont été déplacés ou sont réfugiés en raison de conflits.